N° d'ordre

Numéro du répertoire
2025 /
R.G. Trib. Trav.
20/311/A & 20/384/A & 20/495/A
Date du prononcé
14 octobre 2025
Numéro du rôle
2022/AN/14
En cause de : **M S** **C/** **FEDRIS**

Expédition

Délivrée à
Pour la partie

le
€
JGR

Cour du travail de Liège

Division Namur

6ème chambre A

Arrêt

Droit judiciaire – effet dévolutif élargi de l'appel – réparation d'une omission de statuer (article 794/1 du Code judiciaire)

EN CAUSE :

Monsieur S M, RRN …, domicilié à ….
partie appelante, ci-après dénommé Monsieur M.,
ayant pour conseil Maître M. G., avocat à 4800 VERVIERS, et ayant comparu par Maître M. N.

CONTRE :

L'AGENCE FÉDÉRALE DES RISQUES PROFESSIONNELS, inscrite à la BCE sous le n° 0206.734.318, dont les bureaux sont établis à 1210 BRUXELLES, avenue de l'Astronomie, 1,
partie intimée, ci-après dénommée FEDRIS,
ayant pour conseil Maître V. D., avocat à 4000 LIÈGE, et ayant comparu par Maître M. J.

•
• •

INDICATIONS DE PROCÉDURE

Vu en forme régulière les pièces du dossier de la procédure à la clôture des débats le 9 septembre 2025, et notamment :

- l'arrêt définitif prononcé par la cour de céans le 18 février 2025 et les pièces y visées ;
- la requête conjointe en réparation d'omission déposée au greffe de la cour le 25 avril 2025 ;
- le dossier de pièces déposé par chacune des parties à l'audience du 9 septembre 2025.

Les parties ont plaidé lors de l'audience publique du 9 septembre 2025 et la cause a été prise en délibéré immédiatement après la clôture des débats.

I. LES ANTÉCÉDENTS DU LITIGE

Le 21 octobre 2019, Monsieur M. a introduit une demande d'indemnisation pour une maladie professionnelle non reprise dans la liste, en l'espèce une gonarthrose.

Le 30 mai 2020, FEDRIS a pris une décision de rejet pour défaut d'exposition au risque.

Monsieur M. a contesté cette décision par une requête introductive d'instance le 16 juin 2020 (RG n° 20/495/A).

Le 31 janvier 2020, Monsieur M. a introduit une demande d'indemnisation pour une maladie professionnelle reprise dans la liste sous le code 1.605.01 (affections ostéoarticulaires des membres supérieurs provoquées par les vibrations mécaniques), en l'espèce une arthrose acromio-claviculaire de l'épaule droite.

Le 16 mars 2020, FEDRIS a pris une décision de rejet pour défaut d'exposition au risque.

Monsieur M. a contesté cette décision par une requête introductive d'instance le 2 avril 2020 (RG n° 20/311/A).

Le 5 mars 2020, Monsieur M. a introduit une demande d'indemnisation pour une maladie professionnelle reprise dans la liste sous le code 1.606.51 (atteinte de la fonction des nerfs due à la pression), en l'espèce un syndrome du canal carpien.

Le 28 avril 2020, FEDRIS a pris une décision de rejet pour défaut d'atteinte.

Monsieur M. a contesté cette décision par une requête introductive d'instance le 7 mai 2020 (RG n° 20/384/A).

Par jugement du 6 juillet 2021, le tribunal du travail a :

- joint les causes portant les n^{os} de RG 20/311/A, 20/384/A, et 20/495/A ;
- dit les demandes recevables ;
- dit la demande non fondée en ce qu'elle vise la reconnaissance de la gonarthrose comme maladie professionnelle « hors liste », considérant en substance qu'en l'absence d'élément corroborant les affirmations unilatérales du médecin-conseil de Monsieur M., la preuve de l'exposition au risque de contracter la gonarthrose n'est pas apportée ;
- pour le surplus, avant dire droit au fond, désigné en qualité d'expert le docteur J.-M. B, et l'a chargé de la mission habituelle en la matière.

Il s'agit du jugement attaqué.

Par son appel, Monsieur M. demandait :

- la réformation du jugement en ce qu'il l'a débouté de sa demande d'indemnisation d'une maladie professionnelle ne figurant pas dans la liste (soit la gonarthrose dont question ci-dessus) ;
- la désignation d'un expert judiciaire nanti de la mission habituelle en la matière.

FEDRIS demandait pour sa part la confirmation du jugement entrepris.

Par arrêt interlocutoire du 13 octobre 2022, notre cour, autrement composée, a considéré en substance que la contestation médicale était à suffisance étayée et justifiait que soit ordonnée une mesure d'expertise afin d'obtenir un rapport contenant les constatations et l'avis d'ordre technique nécessaire.

La cour a dès lors :

- dit l'appel recevable ;
- avant dire droit au fond, ordonné une mesure d'expertise confiée au docteur J B.

Au terme de ses travaux, l'expert a conclu le 29 octobre 2024 que :

> *« Pour répondre à la première question : Monsieur M. est bien atteint d'une gonarthrose tricompartimentale du genou droit, genou qui avait été opéré d'un ligament croisé antérieur en octobre 2021.*
> *Pour répondre à la deuxième question : nous avons chargé Monsieur BR, ingénieur sapiteur, d'analyser la totalité de la profession de Monsieur M. et de nous faire un rapport quant à une exposition au risque professionnel de cette gonarthrose.*
> *Dans son rapport annexé, Monsieur BR a estimé que, si l'intéressé a pu être exposé à une influence nocive en rapport avec sa profession, celle-ci est modérée et, dès lors, n'est pas suffisante pour considérer qu'il y a un lien causal direct et déterminé entre l'exposition au risque et la gonarthrose. »*

Par son arrêt du 18 février 2025, notre cour a :

- entériné le rapport de l'expert J B et débouté Monsieur M. de l'ensemble de ses prétentions en ce qui concerne sa demande d'indemnisation d'une maladie professionnelle ne figurant pas dans la liste, en l'espèce une gonarthrose ;
- délaissé à l'Agence fédérale des risques professionnels ses propres dépens et condamné celle-ci aux dépens d'appel de Monsieur M., liquidés à la somme de 218,67 € à titre d'indemnité de procédure, ainsi qu'à la somme de 22 € à titre de contribution au fonds budgétaire relatif à l'aide juridique de deuxième ligne ;

- condamné l'Agence fédérale des risques professionnels aux frais et honoraires d'expertise du docteur J B, déjà taxés à la somme de 3 467,86 € par ordonnance du 14 janvier 2025.

II. DISCUSSION

La position des parties

Les parties exposent en substance que la cour a omis de statuer sur les mérites du rapport déposé par l'expert B concernant les maladies codifiées 1.605.01 et 1.605.51.

Pour le surplus, Monsieur M. s'en réfère à justice sans développer d'observations ou de contestations en ce qui concerne l'entérinement de ce rapport d'expertise, tandis que FEDRIS sollicite l'entérinement des conclusions de celui-ci.

La décision de la cour du travail

En vertu de l'article 1068, alinéa 1er, du Code judiciaire, *« tout appel d'un jugement définitif ou avant dire droit saisit du fond du litige le juge d'appel »*.

Cette règle consacre l'effet dévolutif de l'appel, selon lequel l'acte d'appel a pour effet de transférer la cause au juge d'appel, pour qu'il soit statué à nouveau, tant en fait qu'en droit et en pleine juridiction, sur l'ensemble de celle-ci, dans les limites de l'appel principal ou incident[1].

En droit belge, l'effet dévolutif est dit « élargi » ou « renforcé » en ce sens qu'il permet – et contraint – le juge d'appel à statuer sur les points que n'aurait pas encore tranchés le premier juge.

Concernant les points déjà tranchés par le premier juge, l'effet relatif limite la portée de l'effet dévolutif : le juge n'est saisi des points déjà tranchés par le premier juge que dans la mesure où ces points sont frappés d'appel par l'appel principal et le (ou les) éventuel(s) appel(s) incident(s) subséquent(s)[2]. C'est là l'expression en degré d'appel du principe

[1] Cass., 17 septembre 2015, R.G. n° C.14.0332.N ; G. de Leval, « Les voies de recours ordinaires », in G. de Leval (dir.), *Droit judiciaire*, t. 2, Manuel de procédure civile, 1re éd., Bruxelles, Larcier, 2015, p. 804, n° 8.46 ; A. Decroës, « L'effet dévolutif de l'appel et le principe dispositif ou les limites de la saisine du juge d'appel », *J.T.*, 2017, pp. 425 et s.

[2] A. Decroës, « L'effet dévolutif de l'appel et le principe dispositif ou les limites de la saisine du juge d'appel », *J.T.*, 2017, pp. 425 et s. Voy. p. ex. Cass., 29 mai 2015, *Pas.*, 2015, p. 1400 ; *R.A.B.G.*, 2015, p. 1239, note P. Vanlersberghe ; Cass., 18 juin 2015, R.G. n° C.14.0491.F ; Cass., 15 janvier 2015, *R.D.J.P./P. & B.*, 2015, p. 105 ; C. trav. Mons (8e ch.), 12 février 2014, *J.T.*, 2014, p. 698 ; Mons, 23 juin 2014, *D.A.O.R.*, 2015, p. 122.

dispositif, qui veut que le juge ne soit jamais saisi que dans la limite de la contestation portée devant lui[3].

Concernant les points non encore tranchés par le premier juge, en revanche, l'effet dévolutif n'est pas limité[4] : ces points doivent encore être tranchés et ne peuvent l'être que par le juge d'appel, puisque l'acte d'appel a pour effet d'opérer le dessaisissement du premier juge[5].

L'article 1068, alinéa 2, du Code judiciaire prévoit une dérogation expresse à l'effet dévolutif dans l'hypothèse où le juge d'appel confirme, même partiellement, une mesure d'instruction ordonnée par le jugement entrepris. Dans ce cas, et contrairement à ce qu'imposerait en principe le dessaisissement du premier juge opéré par l'acte d'appel, le juge d'appel est tenu de renvoyer la cause au premier juge.

Cette exception, comme toute exception, est cependant de stricte interprétation[6].

Il n'y a ainsi pas de renvoi de la cause au premier juge et l'effet dévolutif fonctionne donc pleinement, si la mesure d'instruction n'est pas frappée d'appel, puisque le juge d'appel ne saurait confirmer, même implicitement, une mesure dont il n'est pas saisi[7].

En l'espèce, si la cour n'a pas été saisie par les parties du litige relatif aux pathologies codifiées 1.605.01 et 1.605.51, le tribunal n'a pas eu l'occasion de se pencher sur le bien-fondé de ces demandes, le dossier étant resté au stade de l'expertise.

En vertu de l'effet dévolutif élargi, même en l'absence d'appel sur ces deux points, l'ensemble du litige, en ses trois volets, doit faire l'objet d'une évocation par la cour.

Il sera dès lors fait droit à la demande en réparation d'omission de statuer.

À cet égard, les mesures d'instruction ordonnées par le premier juge en ce qui concerne les pathologies codifiées 1.605.01 et 1.605.51 ont été accomplies, et l'expert au terme de ses travaux a conclu le 18 octobre 2023 que :

---

[3] G. Closset-Marchal et J.-Fr. van Drooghenbroeck, *Les voies de recours en droit judiciaire privé*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 155, n° 243.

[4] Cass., 29 mai 2015, R.G. n° C.13.0615.N.

[5] D. Mougenot, *Principes de droit judiciaire privé*, 2e éd., Tiré à part du Répertoire notarial, Bruxelles, Larcier, 2020, p. 293, n° 474 ; G. Closset-Marchal et J.-Fr. van Drooghenbroeck, *Les voies de recours en droit judiciaire privé*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 155, n° 245.

[6] G. Closset-Marchal et J.-Fr. van Drooghenbroeck, *Les voies de recours en droit judiciaire privé*, Bruxelles, Bruylant, 2009, p. 159, n° 253.

[7] Liège, 5 septembre 2014, *J.L.M.B.*, 2015, p. 119. Contra : Cass., 26 avril 1980, *Pas.*, 1980, I, p. 1063 et Bruxelles (2e ch. civ.), 27 juillet 2018, R.G. n° 2018/AR/155, inédit.

> *« Nous concluons […] que les affections dont se plaint Monsieur M., qui rentrent dans la définition reprise sous le code 1.605.01 et 1.606.51, ne peuvent être mises en relation avec une maladie professionnelle, Monsieur M. ayant été exposé à des vibrations mécaniques jusqu'en 2003, les premières radiographies datant de décembre 2019, soit 16 ans après l'exposition en ce qui concerne l'épaule droite, et janvier 2020, soit 17 ans après une exposition reconnue en ce qui concerne un éventuel canal carpien, non confirmé par la clinique.*
> *Les activités d'entretien dans un home effectuées à mi-temps depuis 2018, n'ont pas été susceptibles, compte tenu des informations fournies, de modifier cette position. »*

Le rapport de l'expert répond aux prescriptions légales. Il répond également adéquatement à la mission confiée à l'expert, et apparaît clair, précis, complet et circonstancié. Il ne fait en outre l'objet d'aucune contestation concrète.

Il convient dès lors de l'entériner.

L'avis médical rendu à la cour par l'expert permet, sur le plan juridique, de conclure au caractère non fondé de la demande originaire de Monsieur M. en ce qui concerne ces deux pathologies.

Les dépens

L'article 801 du Code judiciaire énonce que lorsque la demande en réparation d'une omission de statuer est accueillie, les dépens sont à charge de l'État.

Pour autant que de besoin, la cour précise qu'il n'en résulte pas pour autant un droit pour les parties à une indemnité de procédure à charge de l'État, une seule indemnité de procédure étant due par instance et la cour ayant définitivement tranché la question des dépens en son arrêt du 18 février 2025.

PAR CES MOTIFS,

LA COUR,

Après en avoir délibéré et statuant publiquement et contradictoirement ;

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire et notamment son article 24 dont le respect a été assuré ;

Fait droit à la demande en réparation d'omission de statuer en application de l'article 794/1 du Code judiciaire ;

En conséquence, entérine le rapport de l'expert B et déboute Monsieur M. de l'ensemble de ses prétentions en ce qui concerne :

- sa demande d'indemnisation d'une maladie professionnelle figurant dans la liste sous le code 1.605.01 (en l'espèce une arthrose acromio-claviculaire de l'épaule droite) ;
- sa demande d'indemnisation d'une maladie professionnelle figurant dans la liste sous le code 1.605.51 (en l'espèce un syndrome du canal carpien) ;

Condamne l'Agence fédérale des risques professionnels aux frais et honoraires d'expertise du docteur B, déjà taxés à la somme de 1 422,15 € par ordonnance du 28 novembre 2023.

Ainsi arrêté et signé avant la prononciation par :

C. D., conseiller faisant fonction de président,
P. P., conseiller social au titre d'employeur,
N. D., conseiller social au titre d'employé, qui est dans l'impossibilité de signer le présent arrêt au délibéré duquel il a participé (art. 785 du C.J.)
Assistés de C. DE., greffière

et prononcé, en langue française à l'audience publique de la chambre 6-A de la cour du travail de Liège, division Namur, rue Général Michel 10 à 5000 Namur, le 14 octobre 2025, où étaient présents :

C. D., conseiller faisant fonction de président,
C. DE., greffière,